

Les déclarations de M. Georges Bonnet

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le gouvernement de M. Negri, président, avait alors posé trois conditions : Pas de représailles, départ immédiat des troupes italiennes et allemandes ; consultation populaire sur le futur régime de l'Espagne ; mais ces conditions n'auraient pas reçu l'agrément du gouvernement de Burgos.

L'impression des assistants, d'après les rapports dont lecture leur a été donnée, est que la résistance des troupes républicaines ne pourra pas durer longtemps. Le général Miaja, qui en était l'âme, aurait ralenti son action.

Les officiers supérieurs qui se trouvent encore à Madrid, considèrent que prolonger la lutte est impossible. Le colonel Casado, qui a maintenant le commandement des armées du centre, serait l'un des plus ardents partisans de la cessation des hostilités et il aurait même fait des démarches en vue d'assurer son prochain passage en France, d'où il s'embarquerait pour l'Amérique.

Les commissaires ont aussi retenu le désir qu'aurait exprimé le général Franco au général Gambara, commandant les troupes italiennes, de voir celles-ci se retirer prochainement.

Leur défilé à Barcelone est considéré comme un adieu, à la suite duquel le général Gambara est parti pour Rome et a fait part au gouvernement italien de ce désir.

Les commissaires ont dit à ce propos, que certains milieux dirigeants italiens semblent souhaiter, non pas la conclusion prochaine d'une trêve, mais la reprise des hostilités, qui justifierait jusqu'à un certain point le maintien de leurs troupes dans la péninsule ibérique, alors que le gouvernement français est résolu à s'employer dans toute la mesure du possible à mettre un terme au conflit qui a ensanglanté l'Espagne.

C'est ainsi qu'il s'est entremis en accord avec le gouvernement britannique pour obtenir que la loi dite « des responsabilités » ne soit pas appliquée avec rigueur et qu'une fois la lutte achevée,

une répression sévère ne soit pas exercée.

C'est en ce sens, sous quelques réserves, que le ministre aurait interprété la communication du général Franco qui a été lue mardi par M. Chamberlain à la Chambre des Communes.

Les réfugiés

Au sujet des réfugiés espagnols, le gouvernement français a demandé à plusieurs gouvernements étrangers d'en accueillir un certain nombre, nous n'avons reçu que des réponses négatives. Toutefois, quelques gouvernements ont promis d'accorder une contribution financière pour leur entretien.

La solidarité franco-britannique et l'accroissement de son influence en Europe

M. Georges Bonnet a traité d'autre part de la solidarité franco-britannique qui s'est affirmée encore par les déclarations récentes de M. Chamberlain et de lord Halifax et s'est félicité de la fermeté de ces déclarations visant notamment le cas des revendications coloniales italiennes.

Il aurait ajouté à ce propos que l'opinion du gouvernement français n'a pas varié et qu'il demeure prêt à reprendre les conversations, dans le cadre des revendications juridiques et territoriales, qui avaient obtenu satisfaction par l'accord de 1935.

Il ministres auraient en outre constaté avec satisfaction, l'amélioration de la situation en Europe centrale et orientale, où le prestige de la France s'est considérablement accru au cours de ces derniers mois par suite, d'une part du redressement de la politique intérieure, et d'autre part, de l'affirmation répétée de la solidarité franco-britannique.

Il aurait signalé notamment des faits caractéristiques de cet accroissement de l'influence française en Hollande, au Danemark, en Yougoslavie, en Roumanie et en Pologne.

A propos de la récente visite du comte Ciano à Varsovie, le ministre aurait laissé entendre que le gouvernement italien donne même comme probable sa destination de ce voyage, M. Beck ayant manifesté clairement l'attachement du gouvernement polonais à son alliance avec la France et sa fidélité à ses engagements envers elle en cas d'agression caractérisée.

Le ministre aurait confirmé aussi la portée des paroles prononcées par le président Roosevelt qui, pour des raisons d'opportunité, n'avait pas cru devoir affirmer, tout d'abord, les intentions du gouvernement américain, mais qui s'est trouvé amené à prendre une position nette, notamment quant à la fourniture de matériel d'aviation à la France, à la suite du débat qui s'est engagé devant le Congrès.

M. Georges Bonnet aurait été amené à préciser que les entretiens qu'un journaliste français a eus à Berlin avec de hauts personnages allemands étaient strictement personnels et ne correspondaient à aucune mission officielle. MM. de Kerrills et d'Urbary ont demandé à ce propos qu'une enquête fut ouverte sur l'activité de ce journaliste.

L'occupation de l'île d'Hainan par les Japonais

Enfin, le ministre aurait expliqué que la question de l'île d'Hainan avait été l'objet de préoccupations de la part du gouvernement actuel et de ses prédécesseurs. Il aurait rappelé les efforts réalisés pour empêcher l'occupation et les démarches effectuées lorsque cette occupation a eu lieu après l'insuccès de ces tentatives.

Il aurait déclaré qu'il avait obtenu à la suite de ces démarches, l'assurance que l'occupation par les troupes japonaises de l'île d'Hainan n'était que temporaire et qu'elle n'excéderait pas la durée des opérations militaires engagées par le Japon contre la Chine.

La guerre civile en Espagne

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

M. Rochat est parti notifier officiellement à Burgos la reconnaissance par la France du gouvernement franquiste

Paris, 1^{er} mars. — Mercredi soir, à 20 h. 50, M. Rochat, directeur adjoint des affaires politiques et commerciales au ministère des Affaires étrangères, se rendait à Burgos, à quitté Paris par la gare d'Orsay, il a pour mission de donner notification officielle au gouvernement nationaliste espagnol de sa reconnaissance « de jure » par la France.

Le Brésil et la Grèce reconnaissent le gouvernement franquiste

L'ambassadeur du Brésil à Paris, M. Nicolas Franco, ambassadeur d'Espagne au Portugal, la reconnaissance « de jure » par le Brésil du gouvernement de généralisme.

D'autre part, le journal grec « Estia » annonce que le gouvernement hellénique a chargé son représentant diplomatique à Burgos, d'informer le général Franco qu'il reconnaissait « de jure » le gouvernement nationaliste.

Un important Conseil des ministres va avoir lieu à Madrid

Alicante, 1^{er} mars. — Les ministres républicains se sont réunis en Conseil de cabinet dans les environs d'Alicante. Le communiqué officiel suivant a été publié à l'issue de cette réunion :

« Le Conseil des ministres s'est réuni dans la soirée. Il a informé le gouvernement de la situation actuelle, et a résolu diverses affaires en cours. La prochaine réunion du Conseil se tiendra à Madrid. »

Le communiqué officiel suivant a été publié à l'issue de cette réunion :

« Le Conseil des ministres s'est réuni dans la soirée. Il a informé le gouvernement de la situation actuelle, et a résolu diverses affaires en cours. La prochaine réunion du Conseil se tiendra à Madrid. »

Tout le monde est à son poste, déclare M. Alvarez del Vayo

Madrid, 1^{er} mars. — Tout le monde est à son poste : le gouvernement, l'armée, la population civile, a déclaré mardi M. Alvarez del Vayo, dès son retour de France.

Il a fait aux journalistes, les déclarations suivantes :

« En France, je me suis abstenue délibérément de faire la moindre déclaration à la presse, m'en tenant à ma décision d'opposer le seul silence aux campagnes les plus tendancieuses qui se soient jamais produites.

« Des considérations bien compréhensibles envers le gouvernement français, alors que subsistait encore des relations normales entre lui et le gouvernement de la République, me conseillaient ce silence ; l'exigeait aussi ma propre conception de la dignité personnelle.

« Depuis que je suis ici, je veux affirmer que toutes les nouvelles publiées hors d'Espagne sur le désordre, la panique et les symptômes de décomposition qui régneraient sur le territoire loyal, sont absolument inexacts. Vous pouvez vous-mêmes illustrer cette affirmation par vos propres témoignages. Tout le monde est à son poste ; je le répète : le gouvernement, l'armée, la population civile. Tout le monde se rend compte que la situation dont les difficultés ne sont dissimulées à personne, mais au contraire affrontées avec sérénité, exige le devoir, le calme, la discipline.

« Quant à la situation au front, je demanderai au ministre de la défense nationale que vous puissiez rapidement vous y rendre, afin de constater par vous-mêmes, le haut moral qui constitue la note commune à tous les fronts de l'Espagne loyale. »

Les nationalistes veulent croire qu'ils ne seront pas obligés de donner l'assaut à Madrid

Avila, 1^{er} mars. — De l'un des envoyés spéciaux d'Avila :

« Un calme absolu règne sur les fronts de Madrid. On n'entend pas le moindre coup de feu. La guerre des fourneaux de mines a cessé de part et d'autre. Les hauts parleurs n'échangent plus d'injures, ni de bruits variés.

« L'aviation signale une recrudescence de l'exode des Madrilènes vers le Levant.

« Depuis quarante-huit heures, le nombre des hommes et des femmes qui passent dans les lignes franquistes permet de croire que la surveillance républicaine s'est relâchée. L'organisation de l'offensive se poursuit normalement. On espère que l'armée de Franco n'aura pas

à livrer un suprême assaut pour prendre enfin la capitale ; néanmoins, on amène tout ce qu'il faut à pied-d'œuvre.

La conférence internationale pour la reprise des relations ferroviaires franco-espagnoles est ajournée

Biarritz, 1^{er} mars. — La conférence qui devait avoir lieu jeudi à Biarritz entre techniciens des chemins de fer espagnols et français pour la reprise du trafic normal, a été renvoyée à une date qui sera très prochainement fixée.

Cet ajournement a été décidé à la demande des fonctionnaires espagnols qui n'ont pu encore procéder à l'étude complète des problèmes qu'ils auront à traiter au cours de cette conférence.

L'agent consulaire français à Irun a été libéré par les nationalistes

Hendaye, 1^{er} mars. — M. Ducoureur, agent consulaire français à Irun, a été libéré mercredi par les autorités espagnoles et est rentré en France où il a retrouvé à Hendaye sa famille.

Emprisonné à Saint-Sébastien depuis le 4 janvier 1938, M. Ducoureur avait bénéficié, le 2 mai, d'une mise en liberté provisoire et surveillée, avec résidence forcée à Irun.

Le duc d'Albe a pris possession de l'ambassade d'Espagne à Londres

Londres, 1^{er} mars. — Le duc d'Albe a pris possession mercredi des locaux de



(Ph. Fulgur.) LE DUC D'ALBE qui serait le premier ambassadeur du gouvernement franquiste

l'ambassade d'Espagne à Belgrave Square. A cette occasion, il a invité convié les membres de la colonie espagnole favorable à la cause nationaliste et en leur présence, il a fait hisser aux fenêtres de l'immeuble, le drapeau aux couleurs sang et or.

Les assistants ont salué l'apparition de l'emblème le bras tendu, aux cris de « Viva Espana ! Viva Franco ! »

L'ex-chancelier Schuschnigg serait prochainement transféré en Allemagne

Berlin, 1^{er} mars. — Les milieux compétents confirment qu'il se pourrait que l'ex-chancelier d'Autriche, von Schuschnigg fut prochainement transféré de son hôtel viennois dans une villa du Reich, au régime de la liberté surveillée.

LES FRAUDES ÉLECTORALES A MARSEILLE

Marseille, 1^{er} mars. — Devant le tribunal correctionnel ont comparu mercredi matin, cinq présidents ou assesseurs de bureaux de vote inculpés de fraudes électorales dans l'élection annulée de M. Paul (socialiste) au Conseil d'arrondissement du 8^e canton.

ON TROUVE DES OSSEMENTS HUMAINS PRÈS DE TARDES

Tarbes, 1^{er} mars. — Le propriétaire du vieux château de l'Allemblis, à 19 km de Tarbes, a découvert, sous la planche des cuisines, de nombreux ossements humains semblant appartenir au squelette d'une femme et à celui d'un enfant.

Le Parquet de Tarbes s'est rendu sur les lieux.

La situation internationale

On confirme à Berlin le prochain voyage du maréchal Goering en Italie

Berlin, 1^{er} mars. — La nouvelle du voyage en Italie du maréchal Goering est maintenant confirmée par les milieux autorisés allemands.

On y tient cependant à souligner qu'il s'agit d'un séjour de repos que le ministre du Reich désire faire.

Certes, ce voyage fournira au maréchal Goering l'occasion de se rencontrer avec les personnalités dirigeantes italiennes et il est possible que plusieurs de ses collaborateurs l'accompagnent.

On conteste toutefois que le but de ce déplacement soit d'entamer de longues négociations dans le domaine de l'aviation militaire, comme le bruit en a couru à l'étranger.

Les relations germano-italiennes, déclare-t-on, sont dominées, dans tous les domaines, par la conception même de l'axe Berlin-Rome et de négociations, dans le sens qu'on veut attribuer à ce mot, sont superflues.

Le maréchal Goering fait appel aux jeunes Allemands pour qu'ils s'enrolent dans l'aviation

Berlin, 1^{er} mars. — M. Hermann Goering, ministre de l'Air, a inauguré la « Journée de l'aviation » par une allocution adressée à toute la Nation allemande et radiodiffusée.

Le maréchal rappelle d'abord qu'il y a quatre ans le national-socialisme a créé la jeune aviation du Reich ; il affirme que la restauration de la force du Reich a permis au Führer ses succès de politique extérieure en 1938 et déclare ensuite :

« Ne nous illusionnons pas ! La situation politique est tendue. On nous calomnie. Les excitations juives, haineuses et l'amour du profit sévissent d'un côté à l'autre de l'Océan. La Sevre des armements s'est emparée du monde ; nos adversaires ont repoussé autrefois les propositions de désarmement faites par le Führer. Maintenant ils prétendent nous rendre responsables de leur armement. »

Le maréchal adresse ensuite un pressant appel à la Nation, notamment aux parents et aux jeunes gens en vue d'amener le plus de jeunes gens possible à s'enrôler dans l'aviation.

« L'essentiel, a-t-il dit, c'est la valeur personnelle de l'aviateur.

« Ce qui est décisif, poursuit-il, c'est la valeur de chaque gaillard et non pas le savoir. Pour nous, ce qui compte ce ne sont pas les biens terrestres, mais l'honneur et la gloire. Je rejets d'innombre demandes d'enrôlement dans l'aviation.

« Venez, jeunes gens, songez que vous appartenez à l'aviation la plus fière qui ait déjà la terreur de nos ennemis. Nous saurons garder notre avance. C'est justement parce qu'il nous faut la garder que je vous appelle. Vous êtes l'élite de la Nation. Songez à tous nos jeunes héros : Richtofen, Bockle et les autres. C'étaient des jeunes gens, parlés de 17 et 18 ans. Quelle gloire de mener un combat chevaleresque dans les airs dorés par le soleil. Venez à nous, dans notre armée, afin que l'Allemagne garde le bien le plus précieux : la Paix. »

A l'occasion du jour de l'aviation, tous les bâtiments officiels du Reich sont pavés.

Les crédits pour l'armée britannique sont augmentés de près d'un quart

Londres, 1^{er} mars. — On publie les évaluations budgétaires pour les services de l'armée (exercice 1939-1940), dont le total s'élève à 161.133.000 livres sterling (plus de 28 milliards de francs), soit une augmentation de 46.71.000 livres sterling par rapport à l'exercice précédent.

Les effectifs de l'armée seront augmentés de 15.700 hommes et portés à 183.700 hommes ; ceux de la réserve s'élèveront à la fin de l'année fiscale à 139.000 hommes.

Une somme de 6.192.000 livres sterling sera consacrée aux stocks de matériel de guerre.

Un public, d'autre part, les évaluations budgétaires pour les divers services civils (exercice 1939-1940), qui s'élève à un total net de 534.596.081 livres contre 532.418.376 livres pour l'exercice précédent. Une somme de 5.190.700 livres sera consacrée aux services de l'Air, P.R. contre 2.283.420 livres en 1938-1939.

— Le Président de la République et M. Albert Lebrun ont offert mercredi soir, en l'honneur des membres du bureau du Sénat et de la Chambre, un dîner qui fut suivi d'une réception.

Aujourd'hui Conseil des ministres

Paris, 1^{er} mars. — Jeudi à 10 h., le Conseil des ministres se réunira à l'Élysée pour procéder à la nomination d'un ambassadeur à Burgos.

Le Conseil des ministres sera, en outre, saisi d'un projet de loi de M. Marchandeu, ministre de la Justice pour mettre un terme aux erreurs et aux abus constatés en matière de naturalisations.

En outre, le ministre des finances, d'accord avec le président du Conseil, prendra plusieurs décrets pour favoriser la construction et l'industrie du bâtiment. Ces décrets seront probablement suivis d'autres mesures du même ordre.

Pour toucher une allocation de chômage, les travailleurs français rapatriés d'Espagne devront acquiescer de nouvelles conditions de résidence exigées

Paris, 1^{er} mars. — A propos d'une note du préfet de la Seine en date du 13 février, adressée aux maires des communes de la Seine, relative à l'inscription au chômage de nos compatriotes rapatriés d'Espagne, le ministre du Travail a demandé à M. Vuillemin, directeur de l'Agence des volontaires français ayant servi dans les brigades internationales :

« Le nombre des chômeurs rapatriés est, on le sait, encore très élevé, déclare le conseiller municipal, qui, comme plusieurs de ses collègues, a été souvent élevé contre des clauses restrictives particulièrement sévères (conditions de résidence, production de certificats d'emploi, petits propriétaires, etc.). On comprendrait mal, dit-il, que les volontaires d'Espagne bénéficient d'attentions particulières et d'un traitement privilégié, car c'est sans travail, c'est qu'il n'ont bien vu. »

M. Charles Pomaret, ministre du Travail, a fait la mise au point suivante :

« La circulaire a été prise en tenant compte des règlements très stricts relatifs à l'octroi des allocations de chômage. Pour ceux des volontaires des brigades internationales qui, avant leur départ pour le front espagnol, étaient régulièrement inscrits au chômage, la loi veut qu'ils soient considérés comme des rapatriés ayant trouvé un emploi d'une durée égale à celle de leur présence dans les rangs de l'armée républicaine espagnole. »

Toutefois, pour bénéficier de l'allocation de chômage, ils devront auparavant acquiescer de nouvelles conditions de résidence fixées par les règlements puisque la durée de leur service en Espagne équivaut à une cessation de résidence. Les conditions de résidence sont, vous le savez, de 3 mois à 6 mois, pour le département de la Seine.

« Si par hasard, certaines municipalités ont cru devoir payer de leur retour des allocations à certains de leurs amis politiques, les contrôles effectués sur pièces ne manqueraient pas de faire apparaître ces irrégularités qui auraient pu être commises. »

Dans ce cas, le montant des sommes indûment payées par les municipalités serait restitué à la caisse de la commune par le Trésor, qui, ainsi, rentrerait automatiquement dans les débours injustifiés. »

Les ressources de la Caisse nationale de crédit

Paris, 1^{er} mars. — Le ministre de l'Intérieur a reçu mercredi après-midi, une délégation des maires de France conduite par M. Marchandeu, ministre de la Justice, accompagné de membres du bureau. M. Marchandeu fit part à M. Albert Sarraut de la situation dangereuse créée pour les communes par les décisions du ministre des finances tendant à ne plus permettre à la Caisse nationale de crédit de disposer des ressources du fonds commun de travail dont la loi a fait.

Le président Sarraut exposa à la délégation les assurances qu'il avait reçu de voir maintenir à la Caisse de crédit des ressources suffisantes pour continuer son œuvre.

DEUX BANDITS SONT ARRÊTÉS A LYON

Lyon, 1^{er} mars. — Les auteurs de l'assassinat de la septuagénaire de Millery, ont été arrêtés mercredi soir, ce sont les nommés Ballijald, 20 ans, et Louis Philippe, 28 ans. Trois des inspecteurs de la sûreté qui procédaient à l'arrestation ont été blessés.

Louis Philippe est aussi l'auteur du crime commis à Lyon rue Boleau, il y a un quinze jours de jours. C'est avec un dénommé Gilbert Durand, qu'il exécuta ce dernier crime. Leur coup fait, tous deux partirent dans les Vosges. Au cours de ce voyage, Philippe tua Durand.

Philippe s'accusa en outre d'avoir fait sauter le poste d'un avis aux lles Marquises. Il y a deux ans, au cours de cette explosion, il y avait eu deux morts et onze blessés.

Un homme est tué par une automobile à Ennetières-en-Ménilant

Mercredi après-midi, Ennetières, en sortant du café du pont Gaudé, M. Henri Fava, journaliste à Avellan, qui traversait la route, a été surpris par l'arrivée subite d'une automobile conduite par M. Lefebvre-Henry, domicilié à Lillie. M. Fava, durement projeté sur le sol, a été tué sur le coup.

Un homme est tué par une automobile à Ennetières-en-Ménilant

Mercredi après-midi, Ennetières, en sortant du café du pont Gaudé, M. Henri Fava, journaliste à Avellan, qui traversait la route, a été surpris par l'arrivée subite d'une automobile conduite par M. Lefebvre-Henry, domicilié à Lillie. M. Fava, durement projeté sur le sol, a été tué sur le coup.

Le président Roosevelt prononcera samedi un discours devant la Chambre et le Sénat américains

Miami, 1^{er} mars. — Le croiseur « Houston », ayant à son bord M. Roosevelt, se dirige actuellement vers Charleston (Caroline du Sud), où il arrivera vendredi après-midi.

Le président prendra immédiatement le train pour Washington, où samedi, il doit prononcer un discours devant la Chambre et le Sénat réunis, à l'occasion du 150^e anniversaire du premier congrès américain.

EN ALLEMAGNE

« C'est un luxe intolérable qu'il y ait tant d'étudiants en théologie au moment où nous manquons d'ingénieurs spécialistes », écrit le journal des S.S.

Berlin, 1^{er} mars. — Dans son article de fond, le « Schwarzes Korps », organe de la garde noire du Führer et spécialiste des attaques anticléricales, s'élève contre le fait qu'en Allemagne, près de 9.000 étudiants seraient inscrits aux facultés de théologie catholique et évangélique pour devenir prêtres, tandis que 4.500 étudiants seulement auraient choisi la profession d'ingénieur dans laquelle il manquerait 17.000 spécialistes.

« Ainsi, écrit le journal, les professions qui ont le moins de valeur pour l'essor de l'Allemagne et les moins indispensables à l'accroissement de nos forces économiques sont les plus courues. La plupart des étudiants en théologie, sont des gaillards vigoureux et éveillés qui pourraient splendidement employer dans d'autres professions. »

Le journal des S. S. déduit de cette situation qu'en une époque où l'Etat a besoin du moindre travailleur, d'est un luxe intolérable que l'Etat favorise par ses propres fonds le choix de la profession ecclésiastique. Il demande que l'Etat oriente le choix des jeunes gens, d'autant plus que maints étudiants catholiques en théologie seraient suspects de n'avoir choisi cette voie que pour être exemptés du service militaire.

« Il est certain que les paroisses ont besoin de pasteurs d'âme, mais nous avons plus que suffisamment de colporteurs excités sans travail et politiciant pour cette raison. »

Ge n'est plus la France seulement qui est en danger de négrofication, mais aussi l'Église romaine

Berlin, 1^{er} mars. — « L'Église trahit la race » proclame la feuille antisémite « Der Stürmer », organe de Julius Streicher.

L'Église romaine notamment, est accusée « de contribuer à accélérer la négrofication de la France. »

D'autre part, le « Stürmer » se plaint que l'« Observateur Romano » publie de plus en plus fréquemment des portraits de nègres consacrés prêtres.

« Enfin, écrit ce journal, cette trahison raciale de l'Église est surannée par le discours tenu par Mgr Bougaire, supérieur de l'Église du Sacré-Cœur, qui ce matin a prononcé à Marseille lors d'une réunion où se trouvaient des Israélites, et où il a condamné le racisme et l'antisémitisme. »

« Le Stürmer » conclut : « L'Église chrétienne peut être libre de ses étreintes nègres. Peut-être va-t-elle donner au monde le spectacle d'un nègre sur le trône pontifical. Les Juifs et, d'autres, déjà séjés. »

M. Carré, directeur de l'Ecole de Wagnonville, est nommé directeur des services agricoles du Nord

Nous apprenons que M. le ministre de l'Agriculture vient d'appeler M. Carré, directeur de l'Ecole de Wagnonville, à succéder à M. Veyr, comme directeur des Services agricoles du Nord.

M. Carré n'a que 41 ans. Bachelier de sciences, il occupa les premiers grades de sa carrière à l'Institut national agronomique. Il succéda à la direction de l'Ecole de Wagnonville depuis le 1er janvier 1939. Il est l'auteur de nombreux articles de vulgarisation agricole et horticoles et d'un ouvrage sur l'augmentation des rendements en blé et de divers monographies.

Il est officier du Mérite agricole et officier d'Académie.

M. Buche, inspecteur général de l'Agriculture qui lui avait succédé à la Journée agricole de la Fourcrairie de Lillie, a profité de son passage à Lillie, pour procéder à l'installation dans ses nouvelles fonctions de M. Carré.

QUELLE SERA LA DURÉE DU CONCLAVE ?

VOICI LES PLUS LONGS ET LES PLUS COURTS

1621	Grégoire XV
1492	Alexandre VI
1846	Pie IX
1878	Léon XIII
1914	Benoît XV

PREMIER CONCLAVE qui dura 55 mois et désigna GREGOIRE X

PIE XI avait été élu en 1922 par un Conclave qui dura 5 jours

P.P.P. AR 239

* Feuilleton de « Journal de Roubaix » du jeudi 2 mars 1939. — N° 33 *

Les SEPT de Mexico

par Edouard Aujay

— Monsieur pourrait faire un tour au bar, il ne ferme qu'à deux heures du matin. Nul doute que, pendant ce temps, j'aurai eu la possibilité de me procurer le renseignement.

Granja esquiva d'un signe de tête et se dirigea vers le bar. Il était plus minuit et pourtant la salle était comble encore. En sourdine, un phonographe dégringolait une rumba. Au comptoir, les deux barman, avec une surprenante dextérité et une merveilleuse mémoire, préparaient et servaient dans un shaker d'argent les mixtures au goût de chacun.

Granja aimait cette atmosphère trouble des mauvais lieux où, sans contrainte, les hommes — et les femmes — se montrent tels qu'ils sont, sans farder leurs attitudes, sans souci des convenances et de ce qu'en dira-t-on.

Il reconnaissait des clients de l'hôtel renommée l'avait suivi jusqu'au delà des mers.

Granja devinait sa détresse. Déjà, le malheureux en était réduit aux expédients et cherchait, à tout prix, un moyen de se procurer l'argent qui lui était échu. Mais la misère et la faim.

« Le carabinero » lui fit signe.

— Pas en train, ce soir, dit-il, docteur ?

— Moins que cela ! On m'a réclamé le montant de ma note, tout à l'heure, à l'hôtel. J'ai prétexté un retard dans une arrivée de fonds. Rien à faire. Il faut que je règle demain.

— Cher ? demanda Granja.

— L'autre dit un chiffre.

— Tranquillisez-vous, dit Granja. Nous arrangerons cela... Entre compatriotes, il faut s'entraider.

— Vous êtes chic, vous ! fit le jeune médecin.

— Croyez-vous ? demanda Granja en le fixant, droit dans les yeux, d'un regard ardent. Venez me trouver demain matin, à l'hôtel, vers dix heures. Nous causerons. N'y manquez pas surtout !

— Soyez tranquille. Je n'aurai garde d'oublier.

Ramon Granja revint dans le hall du Continental, maintenant complètement désert. Les journaux étaient étalés sur des tables. Il se précipita sur le premier d'entre eux et lut avec une attention soutenue.

— Senor, j'ai cherché, mais j'ai trouvé peu de chose... Le senor Luis Rocaberti n'a pas retenu sa chambre lui-même. C'est par un coup de téléphone de je ne

sais quel, que l'hôtel a été avisé de sa venue et il doit être là le 4 ou le 5 au plus tard.

— Savez-vous d'où il vient ?

— Par le train de la Vera-Cruz. Ça signifie aussi bien l'Europe que le reste du continent. Mais il n'y a pas de bateau d'Europe ces jours-ci. Je vous dire de bateau convenable, ce qui donne à penser que ce monsieur viendra sans doute du continent.

— Bien. C'est tout ce que vous savez ?

— Si j'étais certain de n'avoir pas d'ennemi, senor... à votre service. Et en prononçant ces mots, le portier regardait autour de lui pour voir si personne ne viendrait le surprendre. Une ampoule s'alluma au tableau. C'était un locataire qui demandait qu'on lui montât de l'eau minérale dans sa chambre.

— Vous n'avez rien à craindre avec moi, dit Granja à voix basse. Et à craindre, tout à gagner et tout à espérer. J'ai dit cent dollars pour vous, tout à l'heure. Je double si le renseignement est important. Alors...

Documment, le portier glissa devant son compatriote une enveloppe à l'adresse de « Senor don Luis Rocaberti », mise à la poste de Mexico.

— Ceci, peut-être, vous éclairerait-il sur ce monsieur ? fit le portier.

— D'accord ! fit Granja en empochant le pli.

— Mais... quand me le rendrez-vous ?

— Dans un demi-heure, pas davantage... Avec les deux cents dollars promis... A tout à l'heure...

Dédaignant de réveiller le liftier qui somnolait au pied de son appareil, l'Espagnol monta quatre à quatre dans sa chambre, où il ferma soigneusement portes et fenêtres.

Ceci fait, il brancha un petit chauffe-eau électrique sur la prise de courant de l'aspirateur et fit bouillir le liquide. Il employait le procédé classique pour décoller les enveloppes. Bientôt, celle-ci céda et il prit connaissance de son contenu.

Granja ne s'étonna pas de voir, dans le haut du papier, la fameuse étoile rouge à sept branches et ses six satellites. Puis, sans aucune introduction de politesse, ces quelques mots, écrits en français :

« 7 juillet, 7 heures. Mademoiselle Suiso vous renseignera. »

Ramon Granja soupira d'aise. La chance, au bon moment, le servait. Ainsi se confirmait ses appréhensions. Elle Suiso était bien à Mexico pour le rendez-vous mystérieux et elle serait accompagnée d'un homme, ce Luis Rocaberti dont il ne savait ni qui il était ni d'où il venait.

Grâce au diable, il intervenait à temps ! Le plan qu'il avait élaboré depuis le dîner, brillait, ainsi plus tardé, le mettre à exécution.

L'orage était passé. Plus l'heure fatidique approchait, plus le carabinero se sentait plein de confiance. Il dominait la situation puisqu'il avait pu démasquer les opposants probables à ses projets.

Il recacha soigneusement la lettre et la rendit au portier avec la gratification

promise. Une bonne nuit de repos le rendait apte à la dure bataille qu'il allait jouer.

VI

Depuis La Vera-Cruz, le train ne cessait de monter et il monterait toujours jusqu'à Mexico, la capitale qui se dressait, entourée de montagnes et de lacs, au sommet d'un haut plateau rocheux et brûlé de soleil.

Pedro Arular gardait de Mexico la foule des souvenirs des histoires contées à la veillée, pendant les jours d'hiver, autour du feu de bois pétillant. Il en conservait un émerveillement. Et volait qu'à son tour il arrivait dans cette fabuleuse terre des Astèques de Maximilien dont la triste odyssée faisait pleurer les yeux des Cortés. La terre où toutes les couleurs de peaux, les différences de climats s'enchevêtraient les unes aux autres.

Aux haltes du train, des femmes, pieds nus, se bousculaient sur les marchepieds, s'efforçant de paraître les premières aux yeux des voyageurs pour leur vendre le contenu de leur frêle éventaire : œufs, oranges, morceaux de poulet, fruits du pays, mangues et aguacates, lait caillé — et aussi des cartes postales en mosaïque de plumes.

Tout ce fatras exotique était offert dans des mains couleur de terre cuite, que terminaient des ongles noirs.

Au long des quais, appuyées aux bâtiments des gares, se détachaient les surprenantes silhouettes des femmes en jupons roses, bleus, jaunes, verts — et

celles des hommes, avec leurs chales relevés jusqu'au nez et leurs chapeaux enfoncés sur les yeux, qui leur donnaient le type de brigands avec lesquels on fait peur aux petits enfants.

Enfin, le train entra en gare de Mexico. Comme dans toutes les capitales, la foule des piteux d'habitants encombraient la sortie du quai. Pedro découvrit celui du Continental et le suivit.

La ville, avec ses rues à angles droits, comme les cités aztèques, à l'harmonie pratique et dure. Il lui, surpris le voyageur. Quel ce pays au passé mystérieux, était donc parti à toutes les villes d'Europe ? Des églises, des banques, des bureaux de poste, des magasins luxueux contribuaient à lui donner l'air étéréotypé de toutes les capitales.

N'essent été les Mexicains, qui sont parmi les plus beaux hommes du monde, et les Mexicaines, qui sont surprenantes. Pedro Arular se fit cour à Barahona, sur les Ramblas ; à Madrid, à la Puerta del Sol ; dans n'importe quelle grande cité d'Espagne.

— Don Luis, lui dit le portier du Continental, nous vous attendons. Vous avez fait bon voyage ? Je vous ai fait réserver une chambre tranquille au second.

— Merci. Avez-vous du courrier pour moi ?

— Cette lettre seulement, don Luis.

— Vivement, Pedro la décrocha.

« 7 juillet, 7 heures. Mademoiselle Suiso vous renseignera » lui-lit.

(A suivre.)